



1^{er} OCTOBRE – MOBILISATION
Rassemblement préfecture
de Montauban à 10h30

Bien vivre sa retraite, une exigence !

Septembre, octobre et novembre seront des mois clés pour les retraités.
C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité Sociale et de la loi de finances

Alors, mobilisons nous pour satisfaire nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

**0,4% d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires
alors que les prix ont augmenté de 1,6%, le compte n'y est pas !**

Ils nous ont spolié 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10% pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Indexer les retraites et pensions

sur l'évolution du salaire moyen.

Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, améliorée.e.s afin de garantir le niveau de vie du conjoint.e survivant et son extension aux couples pacés, concubin.e.s.

Augmenter les retraites et pensions

Pas de retraite inférieure au SMIC dans tous les secteurs.

Après plus de 25 ans de luttes engagées par l'ADRA82 et l'ANRAF au niveau national, les retraité-e-s agricoles, à pensions complètes, verront leurs pensions augmenter à hauteur de 85% du SMIC.

En sont exclus les conjoint(e)s, aides familiaux. Une misère vu le dur labeur durant leur Vie consacrée à faire vivre la Nation.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie dont le pays est en manque alors qu'il en a tant besoin.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le Bien vieillir.

Sécurité sociale - santé - autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel.

Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans et 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants. Ca suffit !

Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de lever la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

La santé n'a pas de prix.

Les personnes âgées représentent plus de 75% des décès dus à la Covid 19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que 200 000 embauches dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiement sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'Etat et des collectivités territoriales.

Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du Service public.

Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Oui, nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

**Ma retraite, je l'ai gagnée,
mon droit au bien vieillir, je le revendique,
mes revendications, je les défends.**

LES RETRAITÉ.E.S y seront AUCSI !

Nous appelons les femmes et les hommes de toutes les professions, les jeunes, les retraité.e.s à se mobiliser, par la grève et les manifestations, pour obtenir de meilleurs salaires, retraites et pensions, pour leurs emplois, pour leurs droits et une meilleure protection sociale.

Rendez vous le 5 OCTOBRE 10h30 Montauban Allées Mortarieu kiosque à musique !